



PREFET DE L'INDRE

Direction du Développement Local  
et de l'Environnement  
Bureau de l'Environnement

**Arrêté portant déconsignation de somme du 15 MAI 2018**  
**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**  
**Société GMC, à Buzançais, installations de traitement de surfaces**

**LE PREFET**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-E-702 délivré le 14 mars 2005 à la société GMC pour l'exploitation d'une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de Buzançais à l'adresse suivante : Route de Tours à Buzançais ; et concernant notamment les rubriques 2565 et 111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 février 2015 mettant en demeure, dans un délai de 30 jours, la société GMC de respecter les dispositions techniques de l'arrêté préfectoral n° 2005-E-702 du 14 mars 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-021-DDCPSS, en date du 9 février 2018 portant consignation de somme d'un montant de 100 000 euros ;

Vu les courriers de l'exploitant en date des 23 février 2018, 6 avril 2018 et 20 avril 2018 demandant la déconsignation ;

Vu le rapport d'inspection en date du 9 mai 2018 ;

Considérant que l'exploitant a effectué les travaux suivants: réalisation des analyses sur les émissions atmosphériques et rénovation des systèmes de captation des chaînes de traitement de surfaces ;

Considérant que ces travaux, d'un montant total de 101 716,32 euros, permettent à l'exploitant de satisfaire aux termes de la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 27 février 2015 susvisé qui ont conduit à l'arrêté préfectoral de consignation de somme du 9 février 2018 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale par intérim,

**ARRETE**

**Article 1** - La procédure de restitution des sommes consignées, en application de l'arrêté préfectoral du 9 février 2018 portant consignation, prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement est engagée en faveur de la société GMC, située à Buzançais.

**Article 2** - Les sommes consignées peuvent être restituées à la société GMC en raison de l'exécution des mesures prescrites. Le montant devant être restitué s'élève à 100 000 euros.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

**Article 4** - Le présent arrêté sera notifié à la société GMC.

**Article 5** - Madame la Secrétaire Générale par intérim de la Préfecture de l'Indre, Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques, Monsieur le Maire de la commune de Buzançais, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
La Secrétaire Générale par intérim,



Pascale SILBERMANN